



Internet soigne l'Alzheimer de la mémoire ouvrière

HISTOIRE • Associations et syndicats lancent le site «mouvementouvrier.ch». Cet inventaire d'archives couvrira toute la Suisse, permettant de sauver de l'oubli de précieux documents.



De gauche à droite: réunion syndicale FOBB sur un chantier de Genève (1960); affiche de l'Union syndicale suisse en faveur de l'initiative «pour la participation des travailleurs» (1974); ouvrières italiennes à leur arrivée en Suisse, années 1950-60. COLLÈGE DU TRAVAIL, GENÈVE/ ARCHIVES USS, BERNE/ ARCHIVES SOCIALES SUISSES, ZÜRICH (FONDS FCTA)

HISTOIRE

PABLO DE ROULET

Dispersion des sources, mauvais conditionnement et difficultés d'accès aux documents, l'histoire ouvrière a plus d'un bâton dans ses roues. Depuis 2004, un collectif de neuf associations et syndicats s'est constitué pour sauvegarder les archives du mouvement ouvrier et mettre à disposition d'un large public ses inventaires. Le 1^{er} octobre 2008, cette «Communauté d'intérêt pour l'histoire du mouvement ouvrier suisse» (CIHMOS) a ouvert le portail trilingue «mouvementouvrier.ch», pour cataloguer ses ressources sur la toile.

Le coût de l'archivage

Ce site permettra notamment de localiser les fonds d'archives de syndicats, partis politiques, associations diverses et particuliers, répartis sur toute la Suisse ou à l'étranger. Un début de solution, puisque les problèmes d'archives commencent déjà avec «les vicissitudes de l'activisme syndical».

«L'archivage est un principe adapté pour une administration, pas pour un syndicat», explique Jacques Robert, secrétaire national d'Unia. Les conditions de production des documents syndicaux ne facilitent pas leur conservation. «Les syndicalistes font de tout, de l'agitation, du secrétariat, etc... C'est la nature même d'un travail mi-profes-

sionnel mi-militant, toujours à la limite. Sur le moment, ils n'ont pas forcément conscience de l'importance de leurs documents.»

A cela s'ajoute un problème financier: «La conservation des archives coûte cher, souligne Alda De Giorgi, secrétaire générale de la Fondation Collège du Travail. Cela implique de disposer de locaux pour les stocker. Inventorier un fonds demande beaucoup de travail et de temps, sans même parler du conditionnement, qui requiert du matériel spécial, comme des fourres de classement non acides.» Des exigences qui peuvent difficilement être assumées par de petites institutions et qui n'entrent pas nécessairement dans les priorités des mouvements politiques et syndicaux.

D'autre part, si la dispersion géographique des fonds d'archives peut constituer un avantage (lire ci-dessous), elle rend aussi plus difficile leur localisation par un chercheur. A ce titre, la mise en réseau des inventaires constitue un apport considérable. Au niveau international, des projets similaires sont déjà menés, comme celui du Collectif des centres de documentation en histoire ouvrière et sociale (CODHOS), «né du constat de la dispersion de la documentation en histoire ouvrière et sociale en France». De résonance mondiale, le site internet de l'International Association of Labour History Institutions propose une gigantesque base de données pour l'histoire ouvrière sur cinq continents.

En Suisse, le portail internet «mouvementouvrier.ch» est le résultat du travail du CIMHOS, dont la constitution coïncide avec la tenue du colloque «Archives, histoire et identité du mouvement ouvrier», organisé à Genève en mai 2004. La rencontre devait alors «faire comprendre aux chefs de partis et syndicats la nécessité de sauvegarder les archives et de favoriser les synergies entre ces derniers et les institutions privées détentrices d'archives», relève Alda De Giorgi. Inquiétude principale du collectif à ce moment: le processus de fusion en cours des syndicats SIB, FTMH et FCTA, qui allaient accoucher d'Unia début 2005. «Les déménagements sont toujours un moment où l'on risque de perdre des documents», poursuit-elle. En définitive, les discussions ont amené Unia à verser le kilomètre d'archives des trois syndicats d'origine aux Archives sociales suisses (Sozialarchiv) de Zürich, à titre de prêt permanent, tandis que les archives syndicales des sections et des régions sont conservées dans leurs locaux respectifs.

La gestion des fonds varie en fonction des institutions

Navire amiral de l'histoire ouvrière en Suisse, le Sozialarchiv supporte également la gestion centrale du nouveau portail internet depuis octobre. L'institution dispose de moyens sans comparaison dans les autres villes suisses. Fondée en 1906, le Sozialarchiv compte vingt-deux employés et un budget annuel de fonctionnement de plus de

deux millions de francs, financé par la Confédération, la Ville et le canton de Zurich. La dizaine de milliers de francs destinés à concevoir le site internet a été assumée par le syndicat Unia. Depuis, le coût de fonctionnement de mouvementouvrier.ch est couvert par le Sozialarchiv de Zürich.

La gestion des archives proprement dite varie en fonction de l'institution qui les détient. Par exemple, les fonds de la Fondazione Pellegrini-Canevascini sont déposés aux archives d'Etat de Bellinzone, ceux de l'AEHMO à la Bibliothèque universitaire de Dorigny. Le CIRA et le Collège du travail conservent leurs archives dans leurs locaux.

Un saut qualitatif

Les inventaires de fonds sont présentés par nom (partis, associations, individus), période et volume, suivis de leur localisation en Suisse. Ceux du Sozialarchiv constituent l'essentiel des inventaires figurant sur le portail à l'heure actuelle. «Le site internet est à l'image de la situation suisse» explique Urs Kälin, co-directeur du Sozialarchiv. «Nous détenons la plupart des fonds d'archives des syndicats, partis et associations ouvrières de niveau national.»

Le temps nécessaire pour intégrer les documents sur le site internet donne la mesure des différentes capacités des institutions membres. «Nos fonds ne sont pas encore sur le site», remarque Frédéric Deshusses, membre du CIRA. «Jusqu'à il y a six mois, nous

n'avions aucun inventaire. C'est un travail qui prend du temps.» Pour d'autres associations, les inventaires existent, mais doivent encore être informatisés.

Le plus grand institut d'histoire sociale, l'International Institute of Social History (IISH), basé à Amsterdam, bénéficie de capacités financières nettement supérieures et de près de quatre-vingt employés. Des ressources qui permettent de rendre accessible de très importants fonds d'archives et, à terme, un saut qualitatif dans l'utilisation d'internet: aujourd'hui un catalogue, le site de l'IISH prévoit de devenir une bibliothèque d'archives numériques en mettant directement les documents numérisés en ligne.

Du côté des syndicats, la comparaison internationale est plutôt cruelle: «En Italie, par exemple, les syndicats ont suffisamment de moyens pour financer des instituts prestigieux qui publient régulièrement leurs recherches», relève Alda De Giorgi. Un luxe que ne peut pas se permettre un syndicat à l'échelle suisse: «Sur le millier d'employés d'Unia au plan suisse, nous n'avons qu'une archiviste à plein temps», déplore Jacques Robert. I

Le collectif comprend Unia, Comedia, la Bibliothèque et archives de l'Union syndicale suisse, la Fondation Collège du Travail, l'Association pour l'étude de l'histoire du mouvement ouvrier (AEHMO), le Centre international de recherches sur l'anarchisme (CIRA), la Documentation Beat Schaffer, la Fondazione Pellegrini-Canevascini et le Schweizerische Sozialarchiv.

«On voit un regain d'intérêt pour le passé ouvrier»

Chercheur à l'Institut historique de l'université de Bâle, Bernard Degen a publié plusieurs travaux sur le passé du mouvement ouvrier en Suisse. Il présente un éclairage sur les conditions de production de cette histoire.

Quand commence l'écriture de l'histoire du mouvement ouvrier en Suisse?

Bernard Degen: Il y a plusieurs commencements. Les premiers à avoir écrit sont des militants, dès la fin du XIX^e siècle. Hermann Greulich (1842-1925, journaliste et syndicaliste, nldr) par exemple, a écrit en 1895 la première histoire des grèves en Suisse, qui est très lacunaire, mais est restée longtemps la seule. Robert Grimm (1881-1958, fonctionnaire membre du Parti socialiste, nldr), au début du XX^e siècle, s'est penché sur les mouvements ouvriers suisses et surtout bernois. C'est un autre exemple de militant qui a écrit des ouvrages de très grande qualité.

Dans les universités, les premiers à écrire sur l'histoire ouvrière ne venaient pas des facultés d'histoire, mais de 'Staatswissenschaften', une combinaison de droit et d'économie. Ils ont fait des thèses sur les mouvements ouvriers dès la fin du XIX^e siècle, sur les grèves, les syndicats ou les mouvements socialistes. Ces travaux sont souvent très sympathisants. Jusqu'aux années 1950, les facultés d'histoire se sont surtout intéressées à l'histoire politique des Etats.

Depuis cette époque, l'histoire ouvrière s'est-elle beaucoup développée à l'université?

Ce serait exagéré de le dire. Cela a commencé en Romandie, au début des années 1960, et en Suisse alémanique à la fin de cette décennie. Des chercheurs issus des facultés d'histoire se sont intéressés à l'histoire de la pensée socialiste et à l'histoire syndicale. D'autres se sont penchés sur les aspects culturels de la vie ouvrière.

Jusqu'à récemment, dans les deux décennies qui ont suivi les années 1980, on s'est peu intéressé à l'histoire ouvrière. Ces dernières années, on voit un regain d'intérêt pour cette question des mouvements syndicaux, en particulier pour les grèves. C'est sans doute lié à l'importance de certains mouvements, notamment les grèves spectaculaires de Reconviillers et Bellinzone. Ce questionnement croissant de la presse et de la population pour l'histoire des grèves va sans doute donner de la force à la recherche.

L'accès aux sources est-il une difficulté pour l'écriture de l'histoire ouvrière en Suisse?

Le Sozialarchiv de Zurich regroupe les archives du Parti socialiste et des syndicats au niveau national. Les documents ayant trait à l'histoire syndicale locale sont généralement dans les archives d'Etat des différents cantons. Le principe est très bon car il permet aux étudiants de faire

de l'histoire ouvrière sans dépenser des fortunes pour se déplacer à Zurich.

Il n'y a généralement pas de problèmes pour accéder aux archives ouvrières. Elles ont toujours été ouvertes très tôt. Lorsque l'historien Willi Gautschi a écrit, en 1955, sa thèse sur la grève générale de 1918, il a eu accès aux archives du comité d'Olten qui coordonnait le mouvement. En revanche, il n'a pas pu consulter les archives officielles qui étaient toujours fermées.

Les vrais problèmes qui se posent sont liés au classement et à la conservation. Même si le catalogage s'est amélioré depuis une vingtaine d'années, beaucoup de fonds syndicaux plus anciens sont mal, ou pas du tout, inventoriés.

D'autre part, des documents conservés dans de mauvaises conditions sont parfois trop abîmés pour être consultables. Des archives importantes ont aussi disparu et sont perdues à jamais.

PROPOS RECUEILLIS PAR PRT